

# Front unique pour le retrait du projet de loi contre l'enseignement supérieur et de la recherche !

Les étudiants, enseignants et biatoss de l'enseignement supérieur ont été l'objet de sévères attaques de la part des précédents gouvernements, avec le « Pacte de la recherche » en 2004, la création de l'ANR et de l'AERES en 2006, la « mastérisation » de la formation des enseignants en 2008, le tout encadré par la LRU. Toutes ces contre-réformes ont eu pour fonction d'attaquer les statuts des personnels et de soumettre le service public d'enseignement public et de recherche aux intérêts du patronat.

Le combat a été engagé en 2005, en 2007 et surtout en 2009, avec une grève longue et massive, mais qui a échoué faute de centralisation et d'une bataille effective contre la LRU de la part des directions syndicales, qui toutes cogèrent l'université et la recherche, à commencer par celles du SneSup et de l'Unef. Les gouvernements UMP ont donc pu appliquer la LRU et poursuivre leurs attaques.

Avec le transfert du budget – les « responsabilités et compétences élargies » - qui appauvrit les universités en faisant de l'emploi et des formations une variable d'ajustement, certaines d'entre elles se sont retrouvées en difficulté financière, les embauches statutaires ont été réduites au profit de la précarité, de nombreux enseignements ont été supprimés, les conditions de travail et d'études se dégradent. Avec la recherche sur projets qui associe plus étroitement les universités aux besoins du capital, de nombreux programmes de recherche ont été abandonnés faute de financement. Avec le décret statutaire, les chefs d'établissement sont autorisés à augmenter le temps d'enseignement sans hausse de salaire. Avec les comités de sélection non élus, le clientélisme devient encore plus le mode de recrutement et de promotion des universitaires...

La majorité des étudiants, des enseignants, des salariés ont voté en 2012 contre Sarkozy et l'UMP. Mais seuls un gouvernement ouvrier, l'expropriation des groupes capitalistes et la formation des États-Unis socialistes d'Europe émanciperont l'enseignement et la recherche du joug du capital.

La crise capitaliste mondiale et le déclin du capitalisme français accentuent les exigences par le patronat de soumission de l'université au profit. Le gouvernement Hollande-Ayrault-Fioraso poursuit l'austérité et la privatisation de l'enseignement supérieur et de la recherche publics engagées par le gouvernement Sarkozy-Fillon-Pécresse. Le projet de loi, qui devrait être présenté fin mars en conseil des ministres, maintient entièrement les principes généraux de la LRU. Il les renforce même. Il intègre explicitement, comme objectifs de la recherche publique, le « transfert des résultats... vers le monde socio-économique » et l'« appui aux politiques publiques », ce qui s'oppose à la revendication d'autonomie scientifique et pédagogique. Il est question d'adapter la formation et la recherche à « la compétitivité de l'économie » et aux « besoins des secteurs économiques », dans le cadre de la mise en concurrence des établissements d'enseignement supérieur. Ceux-ci ne seraient plus « habilités » à délivrer

des enseignements et des diplômes dans un cadre national, mais ils seront accrédités en fonction de projets à court et moyen terme.

La ministre souhaite renforcer « l'employabilité des masters ». En parallèle, elle veut restreindre le choix de formation pour les étudiants et « diviser par dix le nombre de mentions » de licence (*Le Monde*, 30 janvier). En diminuant les enseignements disciplinaires au profit de licences pluridisciplinaires, celles-ci ne seraient plus articulées autour de l'acquisition de connaissances mais des compétences valorisables, et le lien entre enseignement et recherche serait largement distendu. La ministre maintient la mastérisation et amplifie ses effets les plus pervers en réduisant radicalement l'ancrage disciplinaire, puisque la partie disciplinaire du concours serait réduite à un sixième de la note.

Les étudiants et les personnels universitaires engagent le combat. Des nombreuses motions ont été votées dans les laboratoires, les départements... et une assemblée générale de 400 personnes a eu lieu le 18 février à Paris.

La motion votée demandait « l'abandon du projet de loi Fioraso ». Les représentants de l'Unef se sont abstenus. Geneviève Fioraso a promis une allocation d'autonomie pour les étudiants, ce qui permet à la direction PS de l'Unef de justifier son aplatissement devant le gouvernement qui autorise les licenciements et renforce la flexibilité : « Les réponses données à ce jour par le ministre représentent des garanties importantes à destination des étudiants » (*Communiqué*, 20 février). Toutes les directions syndicales FSU

d'enseignants-chercheurs et de chercheurs, qui sont contrôlées par le PCF et le PdG, cherchent à empêcher l'affrontement avec le gouvernement : « Ouvrez enfin des négociations pour traiter à la hauteur de leurs enjeux chacun des dossiers prioritaires » (Xavier Lambert, SneSup, *L'Humanité*, 12 février 2013) : « Il faut repousser de quelques mois la discussion au Parlement afin que la loi prenne pleinement en compte l'ensemble de problèmes d'enseignement supérieur et de recherche » (*SNCS Hebdo*, 19 février 2013).

Il faut organiser des comités d'action pour regrouper les éléments d'avant-garde et imposer la rupture des organisations syndicales avec le gouvernement, pour organiser des assemblées générales, imposer la grève générale, élire des comités de grève et les centraliser par une coordination nationale.

**Retrait du projet de loi ! Abrogation de la LRU ! Dissolution de l'ANR et de l'Aeres ! Suppression du décret statutaire, du crédit impôt recherche, de la prime d'excellence scientifique et des comités de sélection ! Des moyens financiers ! Abrogation de la loi Sauvadet ! Tous les postes statutaires nécessaires pour en finir avec la précarité !**

28 février 2013

